

LA FRANCE ET L'EUROPE A LA VEILLE DES ELECTIONS
Conférence du 31 mars 2017

Introduction

par Marcel Grignard, président de Confrontations Europe

Nos pays européens font tous face à une crise démocratique qui rend incertain le sens de notre futur collectif : **affaissement, éclatement ou rebond.**

Ce colloque est l'occasion de s'interroger d'une part sur les réformes que la France doit conduire et d'autre part le pourquoi et le « pour qui » de ces réformes. Mais la France ne peut s'empêcher de réfléchir à sa position en Europe et sa vision du destin européen.

La France ne pourra pas le faire si elle ne relève pas le défi de la démocratie, si elle ne réduit pas la distance qui sépare les citoyens et politiques et si elle ne fait pas participer ces hommes et ces femmes comme parties prenantes de la construction de ce projet commun.

Première table-ronde : Réformer la France pour elle-même et pour l'Europe

Intervenants :

Vincent AUSSILLOUX, Chef du département Economie-Finance, France Stratégie

Dr. Frank BAASNER, Directeur, Institut Franco-Allemand de Ludwigsburg

Laurence PARISOT, Chef d'entreprise, ancienne présidente du MEDEF

Modératrice : **Carole ULMER**, Directrice des études, Confrontations Europe

Carole ULMER, Directrice des études, Confrontations Europe :

On entend souvent dire que Bruxelles demande à la France de se réformer mais la France n'a-t-elle pas besoin de se réformer pour elle-même avant tout ? Malgré d'indéniables atouts, la France est confrontée à des défis majeurs : chômage massif, système de formation critiquée, compétitivité déclinante, croissance faible, déficit public persistant... Nous sommes dans une période électorale importante, ce sont autant de sujets de fond que nous aimerions voir débattus dans cette campagne.

Nous proposons de passer en revue les grands chantiers de réforme avec nos intervenants afin que ceux-ci partagent leurs points de vue sur les grandes priorités de réformes pour la France.

1. Les réformes nécessaires dans le domaine de l'éducation, les priorités en termes de capital humain

Vincent AUSSILLOUX, Chef du département Economie-Finance de France Stratégie :

France Stratégie a mené un travail de définition des actions critiques à mener en France¹. Parmi les priorités figure le chantier de l'éducation et de la formation. Le système éducatif ne délivre plus la promesse républicaine. Dans les classements internationaux, les performances de notre système éducatif se dégradent. Pour préserver la prospérité et permettre le partage des richesses, avoir une population extrêmement bien formée est l'enjeu numéro un. France Stratégie a identifié des actions critiques à mener sur les deux prochains quinquennats :

- la formation des enseignants : de nouvelles méthodes pédagogiques ont émergé ces dernières années et la France ne se les est pas appropriées. Or ces méthodes permettraient de lutter contre les inégalités socio-culturelles. L'école française reproduit davantage les inégalités sociales qu'elle ne les combat.
- l'autonomie des établissements : pour que le corps enseignant puisse obtenir de meilleurs résultats, il faut accroître la capacité d'autonomie, autant sur le plan pédagogique que sur le recrutement par les équipes pédagogiques de leurs collaborateurs.
- la transition entre le secondaire et l'enseignement supérieur : notre système pêche dans ce domaine. Il y a un taux d'échec phénoménal qu'on ne peut accepter (déperdition financière due au fait que bien trop d'étudiants quittent l'enseignement sur un échec). Le secondaire et le supérieur doivent s'associer pour faciliter les transitions.

1 <http://francestrategie1727.fr/>

Laurence PARISOT, Chef d'entreprise, ancienne présidente du MEDEF :

Les entreprises rencontrent des difficultés à recruter, preuve du décalage conséquent entre la formation, la localisation des formations et les besoins des entreprises. Si l'on place le débat de la réforme de l'éducation au niveau européen, le programme Erasmus est une réussite européenne incontestable. Il s'agit d'un succès en termes d'organisation, d'efficacité tout en étant un succès sentimental. Comment étendre Erasmus et faire en sorte que davantage de jeunes Européens puissent participer à ce programme ? Lors du référendum britannique sur la sortie du pays de l'UE, une majorité de jeunes Anglais ont voté pour rester dans l'UE. Tous les sondages post-Brexit montrent une inquiétude sur le devenir de l'accès par les jeunes Anglais à Erasmus. Il existe des premiers mécanismes du programme Erasmus dans l'apprentissage, il faut aller encore plus loin. Par ailleurs, la construction européenne est largement freinée en France par l'apprentissage des langues étrangères, qui reste difficile pour les Français. Enfin, je fais un rêve : celui d'inclure des cours d'apprentissage de l'histoire de l'Europe dans les programmes scolaires, qui soient communs à tous les États-membres.

Frank BAASNER, Directeur de l'Institut Franco-Allemand de Ludwigsburg :

L'Allemagne rencontre des problèmes similaires à la France dans le domaine de l'éducation : 8 à 9% d'une tranche d'âge de jeunes sortent du système éducatif sans diplôme. Cependant la spécificité de son système de formation en entreprise fait que l'Allemagne est plus performante pour le passage de l'éducation secondaire à l'emploi. Mais beaucoup de professions ne trouvent pas suffisamment de jeunes prêts à rentrer dans ce parcours professionnalisant (par exemple l'hôtellerie). L'école secondaire, qu'ils peuvent quitter avec un brevet, ne les a pas suffisamment formés pour accéder à un poste rémunéré. Un système de « remise à niveau » a dû être mis en place après la première école secondaire : les jeunes sont à nouveau formés dans une logique de savoir-faire et de savoir-être.

En Europe, des débats ont eu lieu sur la possibilité de transposer le modèle d'apprentissage allemand dans d'autres États-membres, notamment en France. Ce n'est pas aisé parce qu'il faut renverser la logique entre Education nationale et entreprises : ce sont bien les entreprises en Allemagne qui priment dans ce système. Le cadre scolaire est régi par le ministère fédéral mais ce sont les chambres des métiers qui définissent les examens avec les entreprises.

2. Les réformes de l'Etat, réformes du budget public

Frank BAASNER :

La situation en Europe est favorable au modèle économique allemand (modèle d'exportation). En France, seul est entendu le discours du Ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble, qui dit se réjouir de l'excédent budgétaire et que tous devraient suivre le même exemple. Pourtant, il existe un autre débat en Allemagne sur la nécessité absolue de faire de grands programmes d'investissement car les infrastructures (routières, ferroviaires...) sont vieillissantes. Il faut profiter des faibles taux d'intérêt pour investir dans deux chantiers: l'éducation et les infrastructures. Cela sera l'un des enjeux lors des élections de septembre. Comme la France et l'Italie le disent, il faut distinguer les déficits : il y a un endettement intelligent, rentable dans la durée (investissement dans les infrastructures et le capital humain) et les dettes de fonctionnement, qui sont mauvaises.

Laurence PARISOT :

Il faut se donner une trajectoire de réduction de la dette. La France a dépassé un seuil depuis plusieurs années, ce qui conduit à un affaiblissement. Dans le débat public, nous ne savons pas encore très bien distinguer la bonne dette, fruit d'investissements nécessaires, et la mauvaise dette, fruit de dépenses de fonctionnement excessives. L'Etat doit gagner en efficacité et se moderniser. Du côté des

collectivités locales, un effort doit être fait pour limiter la croissance des dépenses de fonctionnement. Il faut une meilleure coordination entre les dépenses d'investissement effectuées au niveau local, national et européen. La priorité devrait être mise sur le très haut débit : l'Europe ne pourra pas être compétitive si elle ne prend pas collectivement des mesures, qui lui donneraient un avantage compétitif sur les autres régions du monde. Par ailleurs, en France, le grand sujet est la protection sociale : le système français est dispendieux, mal organisé, inefficace pour certaines parties de la population, surprotecteur pour d'autres. Il peut être rationalisé. L'objectif de la réduction de la dette est indispensable, il s'agit moins d'un sujet de gauche ou de droite, que d'un enjeu d'efficacité managériale.

Vincent AUSSILLOUX :

La France a gagné ces dix dernières années 30 points de PIB de dette publique supplémentaire. Contrôler les finances publiques de la France est un impératif qui s'impose aux Français. Ce n'est pas pour l'Europe, ce n'est pas pour l'Allemagne, c'est véritablement pour la France un impératif. L'effort qui a été réalisé ces 5 dernières années pour réduire le déficit, doit être continué sur les 10 années à venir. Un des problèmes fondamentaux concernant le déficit public est lié aux dysfonctionnements de certains marchés. Au lieu de régler le problème à la base, l'argent public va être employé pour pallier les dysfonctionnements du marché. Sur le marché du travail par exemple : l'Etat dépense 108 milliards d'euros de dépenses publiques pour corriger ses dysfonctionnements, avec au final un succès mitigé. Il en va de même pour le marché du logement : 40 milliards d'euros sont dépensés chaque année pour essayer de mieux le faire fonctionner. Cela ne signifie pas que ces 148 milliards d'euros seraient disponibles pour faire autre chose. Notre organisation territoriale ne mène pas à la clarté des choix ni à l'efficacité des décisions prises. Derrière ces enjeux se pose la question de fonctionnement de notre démocratie. L'enjeu de la polarisation des territoires est marqué par le fait que la croissance en France des emplois se concentre sur les 15 dernières années essentiellement dans les métropoles. La fracture territoriale entre la moitié Sud-ouest/Nord-est se creuse. L'organisation des pouvoirs publics au niveau territorial est fondamentale, car les pouvoirs publics définissent le cadre permettant de créer des emplois dans les villes à taille moyenne ou dans les zones rurales. Enfin, l'impératif de la réduction de la dette doit être accompagné d'un mieux investir. La France se caractérise par un taux d'investissement plutôt bon, en comparaison de nos partenaires mais le pays doit investir là où il le faut, dans les investissements les plus porteurs de croissance, d'inclusion et de soutenabilité de la croissance.

3. Réformes pour l'emploi

Vincent AUSSILLOUX :

L'enjeu premier est celui de l'éducation et de la formation : il y a encore trop de jeunes qui décrochent du système scolaire et universitaire. France Stratégie a identifié dans le cadre de ses études que la France investissait moins que ces principaux partenaires dans ce domaine. La France devrait consacrer 1,5 % de PIB en plus à l'éducation. Cet investissement ne doit pas nécessairement se traduire par plus de dépenses publiques, il peut aussi s'agir de contributions des bénéficiaires (encouragés par des prêts étudiants). Par ailleurs, nos entreprises ont du mal à se révéler performantes sur les marchés étrangers ou à résister à la concurrence internationale, et cela se traduit par un déficit d'emplois. Des pays européens, comme le Danemark ou la Suède, arrivent à être performants dans la mondialisation et à assurer une protection et un accompagnement des personnes qui subissent les effets négatifs des changements économiques ou qui n'ont pas les compétences requises par le marché du travail à un moment donné. En France, il faut faire évoluer notre système pour qu'il soit plus inclusif, non pas en fonction du type d'emploi qu'on occupe, mais afin qu'il s'adresse à l'ensemble des individus victimes d'un déclassement parce que leur industrie ou leur bassin d'emploi est affecté négativement par un choc économique. L'accompagnement vers l'emploi, la formation, et l'inclusion de l'ensemble de la

population active dans ces dispositifs est une priorité. Le marché du travail français est trop segmenté par type d'emploi et les politiques d'accompagnement à l'emploi alimentent la fracture entre *insiders* (ceux qui ont un CDI) et les *outsiders* (contrats plus précaires).

Laurence PARISOT :

La politique de l'emploi en France est un véritable échec. La France est marquée par une absence de mobilité :

- pas de mobilité géographique des travailleurs,
- pas de mobilité pour passer d'un emploi à un autre. Les directeurs de ressources humaines ont tendance à se focaliser sur la recherche du profil exact qui correspond à la description du poste, alors que dans les pays anglo-saxons, la personnalité et la capacité d'apprendre auront autant d'importance que le diplôme.
- Pas de mobilité statutaire sur le plan de la protection sociale et des cotisations sociales.

Rien dans le fonctionnement du marché du travail ni dans les mentalités ne favorise les mobilités.

De plus, j'aspire à ce qu'au niveau des partenaires sociaux européens, les premières pierres d'un véritable marché du travail européen soient jetées. Il faut penser la protection sociale qui s'attache à la mobilité des travailleurs. Comment construire les débuts d'un socle d'assurance chômage ?

Frank BAASNER :

L'Allemagne aurait vraiment besoin d'un marché européen du travail car certains secteurs sont en pénurie. Certaines régions connaissent le plein emploi, d'autres sont à la traîne : la mobilité profite beaucoup à l'économie allemande, comme cela a été le cas après la chute du Mur. La peur du *brain drain* (fuite des cerveaux) doit être relativisée car de nombreuses personnes qui migrent retournent dans leur pays d'origine. En Pologne, les 2/3 des jeunes ont quitté le pays après la chute du Mur et y sont revenus ensuite. Certains membres du gouvernement allemand se disent favorables à l'assurance chômage européenne. Concernant les réformes menées avec les lois Hartz, il se trouve que les secteurs du travail précaire n'ont pas explosé, comme on pourrait le penser en France. Lorsque que Franck-Jürgen Weise, le directeur du Pôle emploi allemand a pris sa retraite, il a tiré le bilan suivant : l'emploi précaire a augmenté de 3%, et l'emploi stable, celui qui cotise, a augmenté de 19%. Une enquête sur le taux de satisfaction des Allemands, publiée en mars, révèle que les Allemands n'ont jamais été aussi satisfaits de leur sort et de la situation de leur pays. L'Allemagne ne traverse pas une crise sociale majeure. L'ascenseur social fonctionne à nouveau. Le nombre absolu d'emplois n'a jamais été aussi haut, le nombre de femmes qui travaillent a augmenté, ainsi que celui des migrants (avant 2015).

4. Réformes en lien avec la compétitivité des entreprises

Franck Baasner :

Concernant la course à l'innovation, et notamment l'industrie 4.0, les industriels allemands ont le sentiment d'avoir perdu la première mi-temps, mais qu'ils vont gagner la deuxième mi-temps. L'industrie allemande va bien mais n'a pas anticipé l'ampleur du défi du numérique. En France le potentiel d'industries *high-tech* est plus élevé, en Allemagne, il s'agit davantage des *middle-tech* (robotisation des machines-outils). Des investissements communs dans ce domaine sont nécessaires.

Laurence PARISOT :

Je suis frappée du fait que dans le cadre de la campagne des élections présidentielles, la question de la stratégie industrielle et de la promotion des industries françaises et européennes ne soit pas traitée.

Or les nouvelles technologies rebattent les cartes. Les pays émergents sont touchés par des bouleversements majeurs, notamment la Chine avec une augmentation des coûts salariaux très rapides, ce qui rééquilibre la compétitivité entre la zone Europe et certains pays de la zone Asie. En outre, si la doctrine en matière de concurrence à Bruxelles était au départ fondée pour garantir la concurrence à l'intérieur du marché intérieur, il faut se poser la question de la concurrence à l'échelle mondiale. Comment faire en sorte que les entreprises européennes tiennent le coup face aux grands concurrents de la zone américaine du Nord, du Sud, d'Asie ? J'aspire à une impulsion, à une stratégie européenne dans certains domaines comme celui de l'énergie. La bataille sur l'énergie est importante et complexe et ne peut être menée qu'au niveau européen, pas au niveau national.

Vincent AUSSILLOUX :

Au sein de l'UE, avec la même monnaie, l'euro, beaucoup de nos partenaires parviennent à naviguer dans la mondialisation, à avoir des excédents commerciaux et à avoir une industrie qui ne perd pas de parts de marché ce qui n'est pas le cas des industries françaises. Dans les années 2000, les industries françaises ont perdu du terrain sur la compétitivité, sur la qualité et l'innovation. En France, l'appropriation des outils du numérique s'est très bien faite par la population mais on ne constate pas le même succès dans les entreprises. Il en va de même concernant la qualité du management, qui est mauvaise en France. De plus, la mobilité des salariés demeure encore trop faible entre les entreprises ; le tissu productif se renouvelle peu. En plus de l'investissement à mener dans l'éducation et la formation, des efforts fondamentaux doivent être fournis, notamment pour le développement numérique dans le renforcement du financement du capital-risque de l'innovation. C'est via les start-up que la France pourra régénérer son tissu productif, sa capacité productive et ainsi améliorer sa compétitivité. L'épargne des Français et les fonds d'investissement étrangers doivent être davantage orientés vers le capital-risque. Une dynamique a été enclenchée à travers la Banque Publique d'Investissement : il faut aussi réfléchir à notre fiscalité et à la manière dont on oriente l'épargne dans ce sens. La fiscalité de l'épargne n'est pas suffisamment incitative en ce sens.

Laurence Parisot :

La complexité administrative gêne l'orientation de l'épargne vers l'investissement productif.

5. Quel serait le message idéal que la France doit porter au niveau européen ?

France Stratégie porte l'initiative du Fonds Spinelli qui vise à combiner une fonction de stabilisation macroéconomique pour la zone euro avec l'impératif de financer l'éducation et la formation des personnes qui sont les premières touchées par les chocs économiques (chômeurs, jeunes non-diplômés, réfugiés...). Cela fonctionnerait sous forme de prêts contingents : les bénéficiaires les rembourseraient une fois qu'ils auraient atteint un certain niveau de revenus. La solidarité européenne jouerait puis que l'on pourrait emprunter sur les marchés financiers pour payer les formations et assurer une allocation aux personnes en situation précaire.

Laurence Parisot :

Je demanderais une vraie stratégie de communication à la Commission européenne. Il faudrait changer de perspective dans les discours sur l'Europe : il faut se poser la question de l'Europe face au monde. Par ailleurs, l'Europe doit réfléchir à une aide européenne aux plus démunis.

Franck Baasner :

Le nouveau président français doit s'assurer de mener à bien les réformes dont la France a besoin. Pour continuer à construire l'Europe, l'Allemagne devra bouger ses lignes sur la défense et son rapport à l'Afrique.

Allocution de Sandro Gozi, Secrétaire d'Etat aux affaires européennes italien.

Les choses commencent à bouger. C'est un acte de courage face aux souverainistes. La première bataille contre les souverainistes, c'est de construire un projet politique radicalement alternatif. Nous devons être des Européens convaincus. Tout d'abord, il faut respecter le sens des mots. Convaincre vient du latin « **convincere** », c'est-à-dire « vaincre ensemble ». Nous pouvons vaincre et faire face aux grands défis si nous faisons plus et mieux ensemble. Si l'on veut gagner un match, il faut choisir le bon niveau, qui est européen. Le retour à des frontières nationales n'est pas la bonne approche contre les flux migratoires. La bonne frontière est la frontière extérieure de l'UE. L'immigration est un des matchs, qui requiert une action collective.

Nous n'avons pas de politique économique européenne. Voulons-nous bâtir une politique économique de croissance et d'investissement commune ? Nous sommes en faveur d'une nouvelle gouvernance de la zone euro. Nous avons une belle occasion qui est le pacte budgétaire. La logique est décalée par rapport aux besoins de l'euro. Après la 5^{ème} année de sa mise en œuvre, les Etats membres s'étaient mis d'accord sur la nécessité d'une part évaluer comment cela a fonctionné et d'autre part de choisir comment l'intégrer dans le traité européen. Soit nous décidons de ne rien faire, soit, après les élections française et allemande, nous ouvrons un vrai débat public européen afin d'améliorer cette gouvernance.

L'approche allemande est myope et inadéquate pour la zone euro. Nous devons poursuivre les réformes malgré les mouvements contre les changements. Même si chacun de nous fait son devoir chez lui, si personne ne pense au service public de la communauté européenne, les choses ne s'amélioreront pas.

La dette publique est mauvaise lorsqu'elle finance les dépenses courantes. Elle n'est pas mauvaise pour des projets d'avenir (numérique, l'énergie, formation). Cette dette est regagnée 2 et 4 fois dans le moyen terme. Nous disposons des instruments pour dépasser les principaux obstacles. Si une dépense est un investissement, elle ne doit pas être considérée comme une dépense courante. Les fonctionnaires européens affirmaient jusqu'à il y a peu qu'il n'était pas possible de faire le tri entre dépenses courantes et dépenses d'investissement. Nous avons désormais une méthode, le plan Juncker. Appliquons les critères pour indiquer au niveau national s'il s'agit d'une dépense courante ou d'un investissement. L'Italie ne relativise pas le fait que la dette doit être réduite mais il faut réfléchir à la mise en place d'une allocation de la dette intelligente à travers une stratégie d'investissement.

Le budget de la zone euro ne peut pas s'inscrire que sur la rigueur budgétaire. Les chiffres économiques démontrent que des choses n'ont pas marché. Nous n'avons pas reçu un euro pour le sauvetage bancaire. Nous avons observé une approche plus souple de la part de la Commission européenne dans le domaine des investissements (plan Juncker, flexibilité dans le pacte de croissance).

L'Union sociale européenne exige un rééquilibrage, de repenser l'union économique. Nous sommes en faveur de l'Union bancaire. Pour nous, il n'est pas acceptable de dire que nous pouvons créer une Union bancaire à condition de supprimer tous les risques. L'approche doit être la suivante : réduction et partage des risques. L'assurance pour l'épargne bancaire doit être lancée. Nous voulons une Union bancaire et une Union des marchés capitaux. Ces débats restent très théoriques, abstraits et ils sont inaudibles pour les citoyens. Nous devons aussi bâtir une Union sociale. L'assurance chômage européenne est une proposition italienne qui apporterait une aide supplémentaire en cas de crises asymétriques. C'est un premier pas. Il faut aussi renforcer la lutte contre le chômage des jeunes. Nous avons insisté sur l'Union sociale. Nous voulons pousser les chefs d'Etat à assumer ce qui doit être fait. A l'égard de la lutte contre la pauvreté, l'Europe doit montrer qu'elle s'engage.

Les nouveaux positionnements (Trump, Poutine) sont des défis, voulons-nous être acteurs, protagonistes ou spectateurs. Pour être acteur, nous devons bâtir une politique de la défense. Dans bien des pays européens, le populisme croît. Pour répondre aux multiples craintes - chômage, avenir, terrorisme - bâtir l'Europe de la défense s'avère nécessaire. Nous devons rationaliser la dépense, éviter les gaspillages. En Europe, la réduction de la dépense militaire est de 30%, cela démontre que ce chantier exige un engagement. Aujourd'hui, les conditions sont en place, cela dépend des Français et de la prise de conscience de l'Allemagne.

Il est clair que l'Union à 27 est nécessaire mais la volonté politique d'un groupe de membres politiques doit être impulsée et encouragée (Europe à plusieurs vitesses). Le veto d'un seul Etat ne peut pas bloquer le dynamisme d'un groupe d'Etats.

Echanges avec la salle :

L'Europe est politique, l'angle économique ou la concurrence ne doivent pas être la panacée. La Commission européenne doit avoir le mandat de stratégie.

- « L'Europe à plusieurs vitesses »

La montée du populisme réside également dans le besoin pour les peuples de reprendre leur destin en main. Pour relever ce défi, l'union sociale doit être lancée. Les traités rendent possible des avant-gardes dans les domaines. Il faut une volonté politique. Les Etats peuvent se lancer vers plus d'harmonisation. Des pays peuvent prendre l'initiative consacrant ainsi le concept d'« l'Europe à plusieurs vitesses ».

- Politique industrielle européenne

L'Italie et la France ont demandé à la Commission de s'exprimer sur la politique industrielle européenne. Une stratégie industrielle est compliquée parce que les intérêts sont variés et le tissu industriel différent.

- Démocratie

L'identité européenne est unique et plurielle mais elle s'inscrit dans le respect des droits de l'Homme. L'Etat de droit et les libertés fondamentales constituent le socle fondateur européen.

Actuellement, l'Etat de droit est remis en cause en Europe, certains Etats membres violent le pacte fondamental. Ce qui se passe en Pologne, ou en Hongrie inquiète. Or que fait la Commission européenne ou l'Europe?

En même temps, il nous faut redynamiser le projet européen. Le Brexit est certes douloureux mais il peut nous permettre de repenser notre Europe. Lorsque la sortie du Royaume-Uni sera officialisée, que ferons-nous des 73 sièges vides ? Soit nous nous engageons dans des querelles autour de la répartition de ces sièges à l'ensemble des Etats membres. Soit, nous proposons que les 73 sièges vacants fassent l'objet d'une liste transeuropéenne. Ceci permettrait de créer un nouveau débat, des confrontations et dialogues.

Deuxième table-ronde : Construire et partager le progrès en Europe

Intervenants :

Jean-Louis MARCHAND, président, Fédération européenne de la construction

Stéphane PALLEZ, présidente, Française des Jeux

Emmanuel TUCHSCHERER, Directeur des affaires européennes, Engie

Thiébaud WEBER, secrétaire confédéral, Confédération européenne des syndicats

Modération : **Anne MACEY**, déléguée générale, Confrontations Europe

Anne MACEY, déléguée générale, Confrontations Europe

Les Etats-Membres ont un rôle décisif dans les décisions prises au niveau européen. Ces élections sont importantes pour notre pays et pour l'Europe. Aujourd'hui, l'Europe est présentée par les populistes et extrémistes comme le cheval de Troie d'une mondialisation mal aimée. Nous sortons à peine d'une grave crise économique et sommes confrontés à de profondes mutations (démographique, numérique, énergétique et environnementale) qui transforment nos modes de vie. Il s'agit donc à la fois de remettre nos économies en mouvement et en même temps de protéger.

Faut-il fermer les frontières pour se protéger ? Le patriotisme doit-il s'exercer au niveau national ou européen ? Que penser du marché unique européen, est-il trop libéral ? Tout le monde est-il sur un pied d'égalité, qu'il s'agisse du numérique, de l'énergie, des biens ou même de la liberté de circulation des personnes au sein de Schengen ?

Sur le plan social, la perception est celle d'une concurrence sociale, (fiscale aussi), entre les différents pays européens. Nous avons pourtant, en comparaison d'autres régions du monde, notre spécificité européenne d'économie sociale de marché (le dialogue social, nos systèmes de protection sociale). Aujourd'hui mise à rude épreuve, comment peut-on la préserver et la renouveler pour le XXI^e siècle ? Des garanties attachées à la personne plutôt qu'aux statuts (sécurité sociale, formation tout au long de la vie...) peuvent-elles permettre de mieux sécuriser en Europe les parcours professionnels alternant plusieurs métiers différents ? Il nous faut donc dire comment nous allons construire le progrès économique et social en Europe et nous assurer qu'il soit partagé.

Keynote de Stéphane PALLEZ, Présidente de la Française des jeux

Je rejoins Sandro Gozi sur son discours sur l'Europe.

Je viens parler aujourd'hui en tant que chef d'entreprise, la Française des Jeux, qui est engagée dans une profonde transformation numérique, comme toutes les grandes entreprises aujourd'hui.

On constate en Europe une crise économique, sociale et sécuritaire, mais surtout une crise morale. Celle-ci est due à une différence de perceptions de l'Europe entre d'une part ceux qui participent à la globalisation et tirent des avantages d'une Europe active, du grand Marché ; et d'autre part des citoyens qui se sentent abandonnés et sont anxieux. En tant qu'acteurs du monde économique et social, nous avons tous une responsabilité et devons répondre concrètement à cette anxiété en agissant sur les sujets qui en sont la cause.

Certains de ces sujets sont abordés par cette conférence et sont par ailleurs présents dans les campagnes politiques actuelles.

On parle notamment beaucoup des effets de la transition numérique sur nos modèles économiques et sociaux, sujet central de craintes mais aussi d'opportunités ; mais aussi de la transition énergétique, sujet fondamental pour l'avenir et les jeunes générations.

Le défi qui nous est lancé au niveau européen est d'arriver à traiter ces sujets. Il faut traiter les « bons » sujets, avec l'idée sous-jacente du « moins d'Europe, mieux d'Europe ».

Un sujet parmi d'autres est celui de l'innovation et de la souveraineté numérique européenne, sur lequel la discussion européenne est très en retard et encore morcelée. Sur ce sujet, nous n'avons pas assez d'Europe.

Pour rappel, cette année, la capitalisation boursière des GAFAs est l'équivalent du PNB français. On peut aussi évoquer les BAT, acteurs chinois équivalents aux GAFAs et très en avant en termes d'innovation. Une anecdote représentative de la situation en Europe est la désignation par le Danemark d'un Ambassadeur du Numérique pour traiter avec les GAFAs. Or pour avoir un réel poids, il faudrait un interlocuteur européen.

Des discussions européennes sur l'économie du numérique sont en cours mais pas encore au niveau des attentes. Des mesures sur la portabilité ou le geo-blocking sont élaborées très lentement, en décalage avec la rapidité technologique, posant par ailleurs la question de l'investissement de l'Europe dans l'innovation. Ici encore nous ne sommes pas au niveau des leaders au regard des chiffres.

Les citoyens sont en demande de protection face à l'économie virtuelle. Cette économie est vécue comme une source d'anxiété alors qu'elle est une source d'opportunités et d'emplois. On compte certes des avancées sur la protection des données personnelles au niveau européen, mais se sentir protégé passe aussi par la compréhension par les citoyens des évolutions futures de leurs métiers, savoir comment ils seront impactés par le numérique. Par exemple, un nouveau métier est celui du privacy dealer, intermédiaire qui valorise et vend des données personnelles. Il serait intéressant de savoir quelle est la position européenne sur ce sujet.

Il faut expliquer l'opportunité de ces métiers dans le cadre d'une économie sociale européenne.

Le « mieux d'Europe » signifie s'occuper de ces sujets sources d'anxiété de manière plus claire et peut-être plus participative.

Adopter l'idée du « moins d'Europe pour mieux d'Europe » c'est permettre de se pencher sur ces sujets primordiaux. Pour cela il faut identifier les domaines pour lesquels la compétence nationale reste la plus justifiée par la reconnaissance de spécificités. Le secteur du jeu d'argent qui reste de la compétence nationale en est un exemple. Là où l'Europe est légitime c'est dans la gestion du risque, ainsi, dans le secteur du jeu, la directive sur le blanchiment d'argent fait pleinement sens.

Cette identification permettrait d'éviter la sur-régulation européenne très critiquée et de se concentrer sur quelques domaines clés.

Pour finir, un exemple positif de l'Europe est représenté par le projet de rénovation urbaine porté par le fonds Impact Partners, qui stimule la réimplantation de commerces dans une zone urbaine difficile. Ce projet est financé par la Banque Européenne d'Investissement et porté par des acteurs comme la BPI, BNP Paribas et la Française des jeux qui prennent le relais en France.

Emmanuel TUSCHERER Directeur des affaires européennes, Engie

Merci à Confrontations Europe d'avoir organisé ce colloque et d'avoir fait de l'Europe un enjeu de notre campagne présidentielle car en effet, notre destin en France est aussi relié à ce qui se passe au niveau européen. L'énergie en est un bon exemple.

La question énergétique se trouve au cœur des réflexions européennes depuis l'origine (création de la CECA, Euratom...). Pourquoi cette ambition ? Tout d'abord parce que l'énergie est à côté des facteurs travail et capital ce qui permet le développement de nos économies. Mais aussi parce que les défis climatiques ne s'arrêtent pas à nos frontières. L'Europe a une politique ambitieuse en matière de lutte

contre le changement climatique : chaque comportement compte, il faut y travailler ensemble. Enfin, l'Europe a l'ambition de créer un marché, de décloisonner, c'est-à-dire de créer une plateforme de projets industriels et d'échanges afin d'assurer la sécurité d'approvisionnement et la compétitivité de nos entreprises.

L'Europe a fait beaucoup en la matière, mais des défis considérables demeurent. Ils sont de trois ordres. Le premier est celui de l'investissement. Nous avons des besoins massifs d'investissement pour assurer la décarbonation de notre économie. Si l'ensemble du Plan Juncker – à savoir 315 milliards d'euros – était investi tout entier dans la transition énergétique, il ne couvrirait qu'un quart des besoins des pays européens en la matière pour assurer cette transition. Les besoins sont gigantesques en termes d'efficacité énergétique, d'incorporation de nouvelles technologies.

Le second défi est celui de l'innovation. Nous vivons une véritable révolution énergétique. Nous passons d'une logique où il fallait construire « gros » à une logique de décentralisation avec un nouveau rapport au territoire. Des groupes comme Engie sont passés d'une logique de livraison de commodités à la livraison de solutions énergétiques intégrées.

L'Union européenne doit accompagner ce mouvement en apportant de la visibilité aux industriels et une certaine stabilité réglementaire. Une politique coordonnée est nécessaire (à défaut d'une politique commune). La Commission européenne doit aller plus loin que le quatrième paquet qu'elle vient de proposer.

Jean-Louis MARCHAND, Président de la Fédération européenne de la construction et Vice-Président de la FNTF

Nous avons vécu dans une période d'évidence de l'Europe, au point d'oublier de parler de l'Europe et de la défendre. Les fédérations doivent en prendre conscience, nous devons sortir de cet endormissement.

La construction recouvre le bâtiment et les travaux publics. Les grands groupes français sont parmi les leaders mondiaux. Le secteur représente 9% du PIB au niveau européen, et il recouvre presque 15% de la main d'œuvre européenne. La construction n'est ni une industrie, ni une activité de service. La construction a une spécificité de mobilité de ses salariés.

Je souhaite évoquer quatre sujets majeurs au niveau européen :

- La question des travailleurs détachés : la construction est le premier secteur concerné. Notre fédération ne luttait pas contre la première directive, et elle n'était pas favorable à sa révision. Mais celle-ci a été décidée et nous contribuons donc aux discussions. Il est important de reconnaître la spécificité des métiers de la construction et prendre en considération les importants enjeux en termes de formation. Former ses salariés aujourd'hui provoque une augmentation des coûts qui pèse à court terme sur la compétitivité et pose dès lors de véritables problèmes aux entreprises.
- l'efficacité énergétique : la question de la formation sera essentielle car de nouveaux matériaux très performants sont proposés mais nous risquons de manquer de main d'œuvre formée à leur utilisation.
- la numérisation de nos métiers : c'est aussi un enjeu en termes de formation. Comment allons-nous préparer les chefs d'entreprise au numérique ? Au niveau européen, des réflexions à caractère stratégique sont menées et auxquelles la fédération est associée.
- les infrastructures et leur financement : des acteurs très performants au niveau européen ont dessiné une vision des mécanismes d'interconnexions nécessaires en Europe. Le Canal Seine-

Nord ou le Lyon-Turin en font partie. L'Europe est prête à les financer à hauteur de 40% ; aux acteurs régionaux de prendre le relais...

Le Plan Juncker est un projet politique qui engage à réinvestir à long terme. L'argent public ne peut suffire à financer ces projets, il faut lui faire jouer un rôle de levier en utilisant de l'argent privé. Le facteur qui explique le succès ou l'échec du Plan tient bien souvent à la volonté et à la capacité des Etats membres à s'impliquer. La France s'est engagée dans le processus avec le Commissariat Général à l'Investissement, avec une certaine efficacité. Il faut maintenant permettre à davantage de projets régionaux d'émerger, en s'efforçant de régionaliser le Plan Juncker. Il ne faudrait pas hésiter à contourner les Etats membres pour faire avancer le Plan Juncker avec les régions, et favoriser une utilisation décentralisée des fonds. Le Comité Européen des Régions doit travailler ce sens avec la Commission européenne.

Thibault WEBER, secrétaire confédéral, Confédération européenne des syndicats :

Nous vivons dans une période de paradoxes : d'un côté, nous vivons une phase de désaffection vis-à-vis de l'Europe, même s'il ne faut pas exagérer ce mouvement ; et d'un autre côté, le besoin d'être ensemble, d'une Europe sociale et solidaire pour faire face à la mondialisation, au changement climatique... se fait ressentir plus que jamais. C'est un paradoxe, y compris dans le milieu syndical.

Il existe des germes de créativité réelle et des marges de manœuvre qui s'ouvrent au niveau des institutions européennes qui reconnaissent l'existence d'une crise de confiance et d'une crise des démocraties nationales.

Cela fait des années que les syndicats pointent du doigt l'absence de référence aux questions sociales. On prend un peu plus en compte cette question depuis que les mouvements populistes dénoncent le dumping social.

La révision de la directive sur les travailleurs détachés va dans le bon sens. La révision est déjà en cours : il faut rétablir la vérité dans le contexte d'une campagne électorale où l'on entend bien souvent des bêtises sur ce sujet. La Commission a avancé sur le principe : à travail égal, salaire égal. L'UE progresse également sur le concept d'un pilier de droits sociaux : on espère que la montagne n'accouchera pas d'une souris. Des fenêtres d'opportunité existent, notamment autour de l'idée d'une dimension sociale de l'UEM.

Dans la déclaration de Rome, il y a un paragraphe sur le social (paragraphe 3) qui est important à noter. Il engage les responsables pour le futur, les syndicats en ont pris bonne note, notamment sur l'encouragement à une plus grande convergence.

Il existe un enjeu fort autour du Marché intérieur. Le syndicat tient aux 4 libertés sur le marché intérieur ; d'ailleurs il est intéressant de noter que le principal syndicat britannique défend le marché intérieur et la liberté de circulation des travailleurs dans le cadre du Brexit. Mais l'approche du marché intérieur est une démarche encore trop économique. Il faut redonner au principe « d'économie sociale de marché » ses lettres de noblesse.

Enfin, la cohérence des travaux de la Commission européenne laisse à désirer : au moment où des avancées se font sur la directive détachement, la Commission – la DG GROWTH – propose une « carte service » sans consultation avec les partenaires sociaux (syndicat et patronat) ! C'est une grave erreur, dans un contexte où il faut impérativement rétablir la confiance, sous peine de voir les citoyens se détourner de l'UE.

Echanges avec la salle

Anne Macey : Nous proposons de faire de l'Europe un « camp de base ouvert dans la mondialisation », qui promeuve et défende nos intérêts stratégiques européens, avec par exemple un Buy European Act, à l'heure où nos grands concurrents les Etats-Unis, la Chine ne s'en privent pas et/ou ne respectent pas toujours nos normes sociales, environnementales.

Face au besoin de réarticuler l'économie et le social, l'enjeu n'est-il pas de faciliter les mobilités dans et vers l'emploi tout en garantissant la sécurité des parcours professionnels, notamment via l'assurance chômage et la formation ?

Thibault Weber : Favoriser la mobilité pour les travailleurs, penser la mobilité en dehors du cadre du dumping social – mobilité n'est pas égale à dumping social- sont importants. Pour cela, il faut des politiques européennes pour renforcer la convergence économique et sociale entre Etats membres. Il est nécessaire de créer une forme de marché du travail européen

Anne Macey : Quelle responsabilité des entreprises face aux défis auxquels nous faisons face ?

Stéphane Pallez : les entreprises ont une responsabilité. Elles doivent aussi parler d'Europe, au sein de leurs écosystèmes, mais aussi avec leurs partenaires. Il faut dépasser les clichés sur l'Europe. Nous avons la chance d'être en Europe.

Emmanuel Tuscherer : les entreprises ont à mener le défi important de la transition énergétique ; c'est un enjeu de société. Les questions de formation pour accompagner cette transition sont centrales ; cela fait partie de la responsabilité de l'entreprise.

Troisième table-ronde : L'Europe face à l'enjeu démocratique

Intervenants :

Martin Koopmann, Directeur, Fondation Genshagen, Allemagne

Eric Le Boucher, éditorialiste, Les Echos

Modération : **Philippe Herzog**, président fondateur, Confrontations Europe

Philippe Herzog, président fondateur, Confrontations Europe :

La démocratie est la maison du peuple, l'espace public, ce que nous partageons.

Attention au gargarisme autour du terme populisme, son utilisation est souvent générique. C'est un moyen facile de se voiler de nos propres responsabilités.

Certes la montée du populisme en Europe est une réalité mais nous devons être prudents dans l'emploi du mot populisme. C'est un symptôme de crise. Comment devons-nous régénérer la démocratie ?

Au niveau national et européen, la démocratie est en crise. Le système institutionnel est dénoncé et en conséquence on doit réfléchir aux voies de régénération de cette démocratie.

Les démocraties nationales sont en crise et l'Europe hérite des défaillances des démocraties. Quelles critiques pouvons-nous porter sur le système ? Les populistes critiquent le système.

Les questions démocratiques sont traitées différemment dans des sociétés d'individus.

Sous cet angle, il est important de comparer ce qui se passe ailleurs en Europe, par exemple l'Allemagne, notre voisin. L'Allemagne est en effet la clef de voûte de l'Europe et elle se sent seule à cause de la défaillance de certains de ses voisins, dont la France. Toujours est-il que le pays rencontre des difficultés internes.

La problématique n'est pas la réparation mais comment retrouver les citoyens nationaux. Les Européens pensent l'Europe comme étant une contrainte institutionnelle et non une maison commune.

Selon la Cour constitutionnelle allemande, il n'y a pas de « demos européen », par conséquent l'Union européenne n'est pas démocratique. On répond souvent par la défense des droits fondamentaux mais ce n'est pas suffisant dans l'optique de renouer totalement la relation de confiance avec les citoyens.

Nous constatons qu'il y a une réflexion vers une maison commune. Mais se pose la question du territoire, surtout depuis le Brexit : **quel est l'espace de construction de l'Europe ? Pour avoir un territoire pertinent, on doit avoir une vision commune de l'Europe dans le monde.**

Sur la dimension intérieure, comment allons-nous nous organiser après le Brexit: les initiatives de la Commission européenne, comme celle de « l'Europe à plusieurs vitesses », sont-elles appropriées et pertinentes ?

Pour y parvenir, il faut plus de coopérations mais aussi plus de solidarités. Si nous ne traitons pas les solidarités, il n'y aura pas de coopération.

L'espace public à bâtir doit nous interpeller en matière d'éducation. Dire qu'il est facile de partager des récits, ne paraît pas si évident. Chaque pays a ses propres valeurs et récits. Le projet de manuel

franco-allemand n'a d'ailleurs pas marché. Les pays ont des histoires complètement différentes et nous ne partageons pas des récits.

Evidemment l'espace public suppose un début de représentation transfrontalière, aussi une synchronisation des élections nationales et européennes. Ainsi, les citoyens comprendraient que les projets nationaux comportent aussi des choix européens. Cela permettrait un dialogue paneuropéen, faisant émerger une démocratie transnationale.

Martin Koopman :

Les systèmes démocratiques européens sont tous confrontés à un populisme grandissant.

En même temps, il y a des situations divergentes. Dans certains pays, les mouvements d'extrême droite ont une existence politique forte et ancienne comme en France et en Autriche. Mais, en Pologne par exemple, la victoire des nationaux-conservateurs du PiS est à relativiser en ce sens que le taux de participation aux dernières élections se situait autour de 55%. Et, enfin, en Italie ou en Allemagne, de nouvelles forces politiques voient le jour.

En Allemagne, la crise démocratique n'est pas visible. Certes, il y a des défis pour les partis traditionnels. Mais le système en tant que tel n'est pas remis en cause. Le parti d'extrême droite l'AFD (Alternative pour l'Allemagne) est un parti politique jeune (créé en 2013).

Toujours est-il que le système s'adapte : par exemple lors de la réunification, les partis d'extrême gauche et écologiste ont changé la configuration partisane traditionnelle sans bouleverser le système en place.

Le rôle des partis politiques diffère entre la France et l'Allemagne. Dans ce dernier, les partis offrent un cadre programmatique, permettant l'émergence de nouvelles personnalités. De plus, il y a une réactivité du système politique. Ainsi, le débat autour de l'euro initialement rejetait le projet de gouvernance mais depuis peu, les Allemands ont intégré cette composante.

Eric le Boucher :

Je n'accepte pas que l'Europe soit considérée comme non démocratique. Il ne faut pas céder le terrain aux anti-Européens. L'Europe est une construction, un outil qui a été construit démocratiquement. Les propositions de démocratisation, comme par exemple celle d'un parlement des parlements nationaux, ne me semblent pas pertinentes. L'Europe est un objet démocratique. Il faut éviter les propositions inappropriées.

En France, les partis politiques de gouvernement sont devenus anti-européens. Auparavant lorsque vous poussiez la porte à Bercy, le fonctionnaire français disait « nous faisons l'Europe » ; maintenant il rétorque « nous contournerons l'Europe ».

Dans ce contexte, la question démocratique a émergé.

Echanges :

Philippe Herzog :

En matière de consultation, nous sommes mieux reçus à Bruxelles qu'à Paris.

Malgré les vertus de résilience, la mondialisation et la révolution technologique appellent l'Europe à plus de coopération.

Eric le Boucher :

Il m'apparaît difficile pour le moment de trouver le schéma qui relancerait l'Europe. Dès lors, il faudrait améliorer le système existant, c'est-à-dire renouer l'alliance franco-allemande. Pour y parvenir, faut-il faire des efforts de rigueur en baissant le déficit pour prouver aux Allemands que nous sommes sérieux ou faut-il dérapier mais faire les réformes structurelles ?

Martin Koopmann :

Pour l'Allemagne, c'est à la France de faire. Les Allemands suivent avec une certaine inquiétude les élections françaises.

Sur la question démocratique, l'éloignement du citoyen vis-à-vis du projet européen est problématique. Désormais le citoyen s'interroge sur la valeur ajoutée de l'Europe. Parallèlement, l'absence d'appartenance à une citoyenneté européenne est déterminante dans cet éloignement.

Il faut se concentrer sur les domaines dans lesquels l'Europe peut avoir un effet positif visible aux yeux des européens. Il faut une politisation de l'Europe via l'approfondissement de la zone euro.

Pour conclure, **différentiation, approfondissement et concentration** produisent des effets contradictoires qui peuvent aboutir à une dissolution de l'Union. L'Europe à 27 doit soigner le noyau commun qui est le marché unique.

Philippe Herzog :

L'Europe des cercles est l'angle de réflexion de Confrontations Europe. Ainsi nous écartons l'idée d'Europe à deux vitesses.

S'agissant de la dette, est-ce qu'on s'engage à résoudre la question de la dette pour retrouver des marges de manœuvres ? Sans le consensus déficit/dette, il n'y aura pas de budget européen. Donc nous devons travailler ce dialogue.

Nous devons aussi penser le marché européen avec une stratégie de compétitivité industrielle.

Emmanuel Tuchscherer :

Le débat met en évidence que la question du défi démocratique se pose dans chaque capitale européenne. Aujourd'hui on a une politique européenne qui ne s'adosse pas à des relais de communication pour parler de l'Europe (output).

Je partage le diagnostic que le traitement européen au plan national est à revoir. Par exemple, le manque d'engagement de nos élus sur les questions européennes est une illustration parmi tant d'autres.

On ne fera pas l'Europe sans des relais nationaux solides.

Hervey Jouanjean :

Aucun processus historique n'a jamais été aussi démocratique que la construction européenne.

Nous avons plaqué un système artificiel sur une construction de droit, en espérant qu'il y aura l'étincelle. Il se trouve que cette démocratie est artificielle car les gouvernements nationaux ne la souhaitent pas. Aujourd'hui on attend de l'Europe qu'elle gouverne, mais elle n'a jamais été conçue pour. Il y a un problème de répartition des pouvoirs. Seuls les Etats peuvent la résoudre.

Conclusion par Marcel GRIGNARD, président de Confrontations Europe

La France vit une crise politique et démocratique forte. L’empreinte historique et culturelle française est un obstacle. Nous pâtissons de l’incapacité de nos responsables politiques à assumer le rôle de co-constructeur de l’Europe.

Pour ce faire :

- Il faut expliciter la plus-value d’une coopération européenne aux Français.
- Il faut couper cette relation toxique entre parlementaires nationaux et parlementaires européens.
- Il faut partager notre avenir en commun.
- Il faut des représentants nationaux crédibles et un contenu qui fasse sens.

Si la France fait face, elle pourra impulser une voie de compromis.

Relancer l’Europe doit passer par une rénovation de la démocratie par la conceptualisation d’une stratégie pour le développement économique, social et pour une relation envers le monde.

Pour conclure, la qualité de nos débats nous confirme qu’on peut être dans une vision non fantasmée, constatant les obstacles mais qui nous conduit à interroger les nouveaux représentants.

Soutenu partiellement par la Fondation Open Society Institute en coopération avec l’OSIFE des Open Society Foundations.